



**CONSEIL DEPARTEMENTAL
DE LA GUADELOUPE**

Direction Générale des Services

Direction des Affaires Financières

Service des Études Financières de la Dette et de la Trésorerie

N° 8025-DAF-727

ARRETE

Portant sur le financement du programme d'Investissement 2025 Par emprunt CEPAC référencé n° 04_SCF20A

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délégation du Conseil Départemental accordée au Président en matière de dette et de trésorerie par délibération en date du 06 Décembre 2021 N°2021-32/4èmeR/A20-B1 ;

Considérant les conditions générales de la proposition de financement **CEPAC** n°04_SCF20A en date du 10 décembre 2025

ARRETE

ARTICLE 1 : SOUSCRIPTION D'UN EMPRUNT

La CAISSE D'EPARGNE assure pour un montant de **6.000.000 € (six millions d'euro)** le financement du programme d'investissement au titre de l'exercice 2025, dont les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

- **Durée envisagée :** 20 ans
- **Prêteur :** Caisse d'Épargne CEPAC
- **Taux variable :** E3M + 1,2%, soit **3,27%**

Option de passage à Taux fixe possible

- **Base de calcul des intérêts :** exact/360
- **Périodicité des échéances :** Trimestrielle
- **Mode d'amortissement du capital :** Amortissement constant
- **Commission d'engagement :** 12 000,00 € (douze mille euros)
- **Frais de garantie :** néant
- **Conditions de remboursement anticipé :**

IRA forfaitaires de 3% du CRD remboursé par anticipation

ARTICLE 2 : MODALITE DE REMBOURSEMENT

Le remboursement du présent emprunt s'effectuera par débit d'office.

ARTICLE 3 : HABILITATION

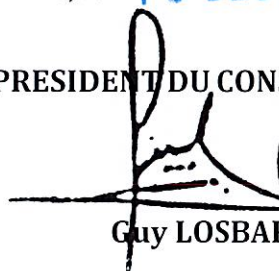
Monsieur Guy LOSBAR, Président du Conseil Départemental, est habilité à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention de prêt.

ARTICLE 4 : EXECUTION

Messieurs le Directeur Général des Services et le Payeur Départemental sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Basse-Terre, le **15 DEC 2025**

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL


Guy LOSBAR

